



« L’avenir du secteur de l’énergie du Canada au lendemain des élections américaines »

Allocution de l’honorable Jim Prentice, C.P., C.R.

Premier vice-président à la direction et vice-président du conseil, Banque CIBC

Conseil des affaires canado-américaines

Le lundi 19 novembre 2012

Je suis ravi d’être avec vous ce matin et, je dois l’admettre, je suis heureux d’être de retour à Ottawa et d’avoir eu l’occasion de revoir de nombreux anciens collègues et amis, notamment les ambassadeurs Doer et Jacobson.

La dernière fois que j’ai prononcé un discours dans cette ville, j’étais un politicien. Mais en novembre 2010, après près de 10 années de vie publique, j’ai pris la décision de retourner au secteur privé.

Les gens me demandent parfois si je regrette de ne plus faire de politique.

Non.

Cette période partisane de ma vie est cependant passée. Je suis un banquier maintenant; j’en suis bien aise et très satisfait de collaborer avec des clients à la recherche et à l’exploration de nouvelles occasions d’affaires dans un monde en transformation rapide – aux États-Unis, en Europe et, bien entendu, en Asie.

Je suis heureux que l’on m’ait demandé de prendre la parole devant le forum politique d’aujourd’hui. J’apprécie aussi cette occasion de parler en détail du potentiel futur du secteur canadien de l’énergie, des difficultés et des dangers qui pourraient le miner, et des répercussions de la campagne qui s’est déroulée et qui vient tout juste de prendre fin au sud de la frontière.

En effet, nous nous réunissons ici tout juste deux semaines après les élections de 2012 – ou, comme on le dit sur les réseaux américains de câblodistribution, 206 semaines seulement avant les élections de 2016.

La soirée du 6 novembre a été bénéfique pour Barack Obama. Elle l'a été sans doute encore plus pour Nate Silver. Je suis sûr que certains d'entre vous aviez misé un dollar ou deux avec un groupe de parieurs dans votre bureau sur le résultat de la course à la présidence. M. Silver avait tout misé sur sa réputation... et il a visé presque juste. Quant à Karl Rove, il est sans doute en train de dire sur le réseau Fox TV que la course est trop serrée en Ohio pour prédire le résultat avec justesse.

Ce cycle électoral a été fascinant. Mais je voudrais commencer aujourd'hui par vous rappeler une autre campagne, une campagne canadienne – une qui a eu un profond effet sur l'orientation de notre économie et qui a changé notre conception du monde.

Près d'un quart de siècle s'est écoulé depuis l'élection que les Canadiens avaient qualifiée « d'élection pour le libre-échange » et qui nous a propulsés vers une relation plus étroite, plus ouverte et plus fructueuse avec les États-Unis. Durant les années qui ont suivi, nous nous sommes efforcés par-dessus tout de renforcer nos liens continentaux – d'améliorer et d'accroître les échanges commerciaux et de réduire les obstacles au commerce dans le cadre du TLC et de l'ALENA.

Mais l'échiquier mondial est devenu plus complexe et imprévisible au cours des 25 dernières années. Pas mal de choses ont changé. Il y a de nouvelles pièces en jeu, de nouvelles forces à l'œuvre, et un nouveau potentiel et de nouveaux dangers dont nous devons être conscients.

Réfléchissez rien qu'à la question de l'énergie. Pendant des années, des dizaines d'années en fait, nous avons fait affaire d'une certaine manière : à l'aise et satisfaits dans le marché nord-américain. Nous sommes, et nous avons été, un fournisseur d'énergie d'une importance vitale pour la plus grande économie du monde. Nous avons prospéré.

En effet, il y en a beaucoup qui disent que le Canada est une superpuissance énergétique mondiale. Cependant, comme je l'ai déjà dit en d'autres occasions, le simple fait de posséder des ressources ne fait pas d'un pays, quel qu'il soit, une superpuissance.

Il est vrai que nous disposons au Canada d'énormes ressources, de solidité financière, d'un contexte ouvert aux affaires, et d'autres facteurs fondamentaux.

Il y a cependant un élément essentiel qui nous manque : des clients. Quatre-vingt-dix-neuf (99) pour cent de nos exportations de pétrole vont aux États-Unis. Nous sommes obligés d'accepter les prix qu'on nous offre; nous ne dictons pas nos prix. Je ne suis pas certain si cela cadre avec la définition de superpuissance, si un seul client tient fermement les anses du panier dans lequel 99 pour cent de nos œufs sont placés.

Soyons clairs : les relations en matière d'énergie entre nos deux pays – le plus important système énergétique intégré de marché libre du monde – ont procuré des avantages considérables au fil des ans aussi bien au Canada qu'aux États-Unis.

Cependant, notre dépendance d'un seul client n'est pas une simple curiosité ou une contrariété. Elle signifie que nous vendons notre pétrole aux États-Unis à un rabais qui peut atteindre jusqu'à 35 pour cent par rapport aux prix mondiaux.

Il y a bien plus que le prix seulement. Lorsque les États-Unis ont décidé de rejeter le prolongement de l'oléoduc Keystone, nous n'étions pas en mesure de faire quoi que ce soit – du moins, rien à court terme. Pour un pays dont l'économie est tributaire de manière disproportionnée des exportations d'énergie, c'est plus qu'une contrariété. C'est une énorme vulnérabilité.

Nous avons eu la vie trop facile pendant trop longtemps. Je le dis, non pas dans un esprit critique, mais pour parler carrément. Le destin nous a favorisés avec une abondance de ressources naturelles. La géographie nous a favorisés avec un voisin qui les voulait et en avait besoin.

C'est une industrie qui passe cependant par une transformation radicale – une industrie qui s'est mondialisée en l'espace de quelques années.

Cependant, aucune nation ne domine à elle seule la situation et aucune position n'est assurée pour de bon, aussi solidement enracinée puisse-t-elle paraître. Au cours des prochaines années, nous serons par conséquent ballottés non seulement par les politiques et les décisions commerciales que nous entreprendrons entre nous, ici au pays – mais par des événements au-delà de nos frontières, et par des tendances au-delà de notre influence.

La dure réalité, c'est que nous sommes de nouveaux venus au jeu mondial de l'énergie – et franchement, nous ne participons pas encore à ce jeu avec suffisamment d'habileté, de prévision ou de cohésion. Nous ne parlons pas d'une voix sur la direction à prendre désormais.

Cette confusion persiste pendant que les difficultés s'accumulent sur le front énergétique – et que les événements montrent jusqu'à quel point le Canada devient tributaire dans le nouveau marché mondial.

Au cours des deux dernières semaines, nous avons été témoins des changements qui ont eu lieu parmi les dirigeants chinois – du moins dans la mesure où nous sommes vraiment en mesure d'être témoins de quoi que ce soit qui arrive en Chine.

Ce que l'on convient d'appeler la « cinquième génération » de leaders chinois, avec Xi Jinping à la barre, a pris le pouvoir. Comment cette nouvelle génération gèrera-t-elle la croissance de la Chine et dirigera-t-elle ses relations internationales? Les signaux émis par Pékin jusqu'à présent laissent entendre une approche qui penche davantage vers le *statu quo* que vers des réformes énergiques.

Quant aux États-Unis : l'élection et l'inauguration qui s'en vient nous donnent l'occasion de réfléchir à l'état des relations entre le Canada et les États-Unis à mi-mandat du gouvernement de Barack Obama.

Il y a une tradition en politique américaine qui veut qu'un président qui a obtenu un second mandat ait cinq minutes pour se réjouir de sa réélection avant qu'il ne soit affublé de cette effroyable épithète de « canard boiteux ». À mon avis, cependant, les circonstances et les possibilités sont alignées de telle manière que le président Obama pourrait bien finir par mettre en œuvre un programme d'action considérable.

Si on se fie aux signaux qu'il a émis, il semble logique de tenir pour acquis que le président des États-Unis accordera au cours des 18 prochains mois une importance prépondérante, presque exclusive, aux problèmes économiques nationaux – aux impôts, à l'emploi et au « précipice budgétaire » de notoriété publique.

Le Canada en profitera dans une certaine mesure, car l'objectif du président d'augmenter les exportations américaines incitera son gouvernement à accroître davantage le commerce entre nos deux pays et à réduire les obstacles aux échanges. Cependant, les relations entre le Canada et les États-Unis au chapitre de l'énergie ne prendront une importance prioritaire que dans la mesure où elles sont directement liées aux questions prépondérantes de politique intérieure du président.

Soyons honnêtes : bon nombre d'entre nous au Canada entrevoyons les avantages découlant d'une coordination accrue entre nos deux pays fondée sur l'énergie, mais il s'est produit au cours des dernières années une certaine déconnexion à cet égard.

Il est vrai qu'à l'instigation des leaders des deux pays nous avons réalisé des progrès conjointement, par exemple en ce qui a trait à l'harmonisation des normes de consommation de carburant des véhicules automobiles, une réalisation qui a déjà pour effet de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Nous avons aussi constaté, en revanche, la prolifération aux États-Unis des normes relatives aux carburants à faible teneur en carbone qui essaient en réalité d'exclure nos sables bitumineux. Nous avons constaté l'introduction de normes relatives au portefeuille d'énergie renouvelable qui place l'énergie hydroélectrique du Canada dans une situation désavantageuse.

Personne ne devrait non plus ignorer que le président n'a pas hésité à remettre en question les effets des sables bitumineux sur l'environnement et les pratiques de ses gestionnaires au chapitre de l'écologie.

Tout cela se produit alors que la production d'énergie aux États-Unis augmente à un rythme que peu de personnes avaient prévu. Grâce aux progrès dans l'exploration et la technologie, la production de pétrole brut aux États-Unis n'a jamais été aussi élevée depuis 14 ans. Pour vous donner rien qu'un exemple, la quantité de pétrole extrait au Dakota du Nord a augmenté de plus de 50 pour cent d'une année à l'autre. Selon l'Agence internationale de l'énergie, les États-Unis sont en passe de devenir le plus important producteur de pétrole du monde – et ils sont sur la voie de l'autosuffisance énergétique.

Bon nombre d'hypothèses ont été formulées sur la soif apparemment insatiable d'énergie étrangère de l'Amérique. Cependant, le monde a une certaine manière de nous rappeler que nous ne pouvons pas assurer notre prospérité en nous fondant sur des conjectures.

Il y a encore pas mal de choses que nous pouvons, et que nous devrions entreprendre avec les Américains sur le front continental – une harmonisation accrue des normes de transport, par exemple, et une réglementation conjointe pour réorienter la production d'électricité qui surviendra au cours des prochaines décennies.

Au début de ce second mandat du président Obama, nous ne pouvons pas nous bercer d'illusions et croire que nos intérêts et ceux des Américains en matière d'énergie seront toujours identiques. Si les Américains cherchent à diversifier l'offre – et c'est ce qu'ils font – cela signifie que nous autres, en tant que vendeurs, nous devons nous centrer sur la diversité de la demande. C'est bien simple.

La question de l'accès au marché américain est intimement liée aux décisions qui seront ultimement prises aux États-Unis au sujet de l'oléoduc Keystone. Ces décisions relèvent de l'État du Nébraska et par la suite, du président lui-même.

Pour le Canada toutefois, cette question prend une importance beaucoup plus grande que celle d'un seul oléoduc. Presque toute la demande supplémentaire de pétrole au cours des 50 prochaines années proviendra de l'Asie. Or, pour le Canada, c'est là que réside l'avenir. Il est à espérer que l'oléoduc de Keystone sera approuvé. Mais franchement, les questions qui l'ont entouré n'ont fait qu'accélérer et accentuer l'inévitable, c'est-à-dire l'émergence du Canada sur l'échiquier énergétique mondial.

Ne dorons pas la pilule : la construction de corridors pour le transport du pétrole et du gaz naturel liquéfié vers le Pacifique représente l'une des plus importantes – et certainement l'une des plus difficiles – initiatives auxquelles notre pays a été aux prises depuis plusieurs dizaines d'années.

J'applaudis la détermination du premier ministre à diversifier le marché énergétique du Canada. À cet égard, et à bien d'autres, nous avons besoin de leadership politique pour concrétiser ce qui est dans l'intérêt collectif des Canadiens, maintenant et à l'avenir. Nous devons en faire une priorité nationale, pas seulement pour promouvoir nos relations stratégiques avec la Chine et l'Asie – et pas seulement pour nous garantir l'accès aux marchés – mais pour acquérir et exercer la marge de manœuvre que comporte une relation entre le Canada et la Chine en matière d'énergie.

Je voudrais mettre l'accent sur l'importance et le caractère assez délicat de cette interrelation entre le Canada, la Chine et les États-Unis.

Le Canada et les États-Unis – généralement parlant, la relation fonctionne toujours bien. Il y a certes des points épineux, comme il y en aura toujours, mais les deux parties se sont

apparemment engagées à une meilleure coopération sur des questions de sécurité et de prospérité.

Les relations entre le Canada et la Chine n'ont, en fait, jamais été aussi bonnes.

En revanche, les relations entre la Chine et les États-Unis se sont considérablement dégradées au cours des cinq dernières années. Même si les États-Unis ont encouragé le Canada à diversifier ses marchés, il serait extrêmement naïf de croire que l'épanouissement de nos relations avec la Chine n'aura pas de répercussions sur nos relations avec les États-Unis.

Et pourtant, c'est en Asie que se trouve la croissance actuellement, et qu'elle se trouvera à l'avenir. C'est là qu'il nous faut être.

Pour atteindre cet objectif, il nous faut mettre de l'ordre chez nous. Nous ne pouvons pas être trop sûrs de nous en tant que producteurs et nous ne pouvons pas être divisés en tant que Canadiens. Il nous faut commencer à passer à l'action.

Malgré l'évolution des tendances mondiales, ni l'industrie canadienne ni le gouvernement n'avaient entrepris jusqu'à tout récemment des efforts appréciables et soutenus concernant l'accès à la côte ouest.

Pendant des années, il n'y a eu pour ainsi dire qu'un seul personnage au Canada à faire constamment campagne en faveur de la création d'un marché asiatique pour le pétrole et le gaz canadiens : Pat Daniel, l'ancien chef de la direction d'Enbridge et maintenant à la retraite. Il y a trois ans, j'ai été l'un des premiers politiciens à plaider pour la nécessité d'un deuxième client. Je parlais d'une voix isolée.

Je ne le dis pas pour réprimander qui que ce soit. Je soulève cette question comme une leçon pour signaler la nécessité d'une responsabilité partagée et d'un effort collectif.

Ne sous-estimons pas l'ampleur de ces enjeux. Les questions d'ordre juridique et constitutionnel concernant la construction de corridors pour le transport de l'énergie vers la côte ouest et de terminaux, et les questions de transport sont extrêmement difficiles. Comme je l'ai déjà dit, la Couronne se doit d'entamer le dialogue avec les Premières Nations – pas seulement pour négocier des ententes et des approbations bien précises, mais pour obtenir une « approbation sociale » totale afin que ces projets de grande envergure puissent aller de l'avant.

Le Canada doit aussi veiller à ne pas commettre l'erreur de supposer que les pays émergents ne disposent pas d'options pour satisfaire leur appétit d'énergie. Ils en ont. Nous ne sommes pas les seuls à ce jeu.

Il est vrai qu'en tant que producteur de ressources, nous offrons des avantages liés à la stabilité et à la sécurité des investissements. Il est aussi vrai que le gouvernement doit

exiger des entreprises étrangères qu'elles s'engagent à investir au Canada, bâtissent ici avec la participation de Canadiens et observent les règles du marché.

Nous ne devons pas non plus oublier que nos coûts d'exploitation sont aussi plus élevés. Nous sommes en fait le producteur de pétrole dont les coûts sont les plus élevés au monde. Notre force ne réside pas dans le fait que nous sommes « bon marché », mais dans le fait que nous sommes fiables, dignes de confiance, sécuritaires et respectueux de la primauté du droit. C'est un point que nous ne devrions pas oublier, parce que la région asie-pacifique a des solutions de rechange.

À ce stade-ci, laissez-moi vous dire une chose : en dépit du ton de certaines des observations que j'ai faites aujourd'hui, je suis un optimiste. D'excellentes possibilités s'offrent à nous, si le Canada arrive à se réorienter pour livrer sérieusement concurrence au cours des prochaines décennies de la croissance asiatique. Assurément, personne du côté américain ne reprocherait au Canada de se chercher un second marché.

Maintenant que nous nous rendons compte de l'envergure de ce qui doit être fait, nous ne pouvons pas nous laisser distraire et ignorer ce qui compte vraiment. La transaction entre CNOOC et Nexen est considérable et elle est importante – mais ce n'est pas ce qui compte le plus. Le plus important, c'est l'accès aux marchés d'Asie en général et de Chine en particulier.

Dans ma nouvelle carrière, je passe beaucoup de temps en Chine et dans d'autres marchés émergents de l'Asie. J'ai parlé du Canada aux dirigeants de toutes les principales sociétés pétrolières internationales et sociétés d'état du secteur énergétique. Ce dont le Canada a besoin d'abord et avant tout, c'est de s'assurer que nous pouvons avoir accès à ces marchés. Le secteur privé fera le reste. Faute d'accès à ces marchés, le secteur privé sera incapable de propulser notre niveau de vie élevé. C'est aussi simple que cela.

Nous devons en même temps reprendre le dialogue avec les Américains afin d'établir un meilleur marché continental de l'énergie plus efficace et réaliser des progrès ensemble au chapitre aussi bien de l'énergie que de l'environnement.

Ce sont les deux marchés qui sont au centre de la prospérité continue du Canada. Nous faisons face à des choix difficiles relativement à ces deux pays – des choix qui sont d'autant plus difficiles parce que nous n'avons d'emprise que sur quelques-unes des variables. Une chose cependant est bien évidente : ce n'est plus le moment de s'attarder et de se montrer indifférent. Il nous faut nous mettre au travail.

En guise de conclusion, je ferais remarquer que pas mal de choses ont changé au cours des 25 dernières années. En 1988, le grand et lucratif marché américain apparaissait aux yeux de nombreux Canadiens comme « l'alpha et l'oméga ». De nos jours, en dépit de tous les progrès que nous avons réalisés, nous ne pouvons plus nous permettre d'examiner la relation avec les États-Unis et de penser : c'est tout ce qu'il y a, et tout ce dont nous aurons jamais besoin.

Au lieu de nous féliciter d'avoir réussi, faisons en sorte de poursuivre nos réussites. Le point d'une importance cruciale, c'est l'accès aux marchés; nous devons améliorer l'accès au marché des États-Unis en veillant simultanément à nous garantir l'accès à la Chine et au reste des marchés en croissance du 21^e siècle.

Pendant des dizaines d'années, nous avons forgé avec les Américains des relations en matière d'énergie qui ont permis à nos deux pays d'atteindre un niveau de vie qui est parmi les plus élevés du monde.

Dans une nouvelle ère, il nous faut faire de même dans de nouveaux marchés. Nous devons nous garantir l'accès aux pays d'Asie en émergence – et construire l'infrastructure nécessaire pour que ces partenariats prennent racine et prospèrent.

Voici où réside l'intérêt du Canada. C'est le moyen de réaliser une nouvelle vague de croissance économique alimentée par nos producteurs d'énergie.

Nous possédons d'abondantes ressources – et nous avons la possibilité de nous en servir pour bâtir une solide économie et nous doter d'un mode de vie enviable. La prospérité n'est pas cependant un droit de naissance. Ce n'est qu'avec prévision et en faisant des choix judicieux que nous arriverons à tirer pleinement profit des avantages que procure notre richesse nationale.

Merci.